

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HUARD COMPOSITE SAS**

15 boulevard de l'Industrie  
37530 Nazelles-Négren

Références : 2024-0326CeG  
Code AIOT : 0010012876

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement HUARD COMPOSITE SAS implanté 15, boulevard de l'Industrie 37530 Nazelles-Négren. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite faite suite à la cessation d'activité de l'établissement notifiée le 12/07/2023.  
Lors de la précédente visite du 20/01/2022, il avait été constaté que des points de l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020 n'étaient toujours pas levés.  
L'établissement fait également l'objet d'un arrêté de consignation du 28/09/2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUARD COMPOSITE SAS

- 15, boulevard de l'Industrie 37530 Nazelles-Négron
- Code AIOT : 0010012876
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise HUARD Composite, rachetée par le groupe Arkania était dédiée à la fabrication de produits en composite, de type conteneurs pour le marché de l'aéronautique et de l'armement principalement.

L'établissement a cessé son activité sur le site situé au 15 boulevard de l'industrie à Nazelles-Négron le 31/08/2023.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Cessation d'activité - ATTES SECUR    | Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-III | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 2 mois                |
| 4  | Cessation d'activité - réhabilitation | Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-IV  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                                      | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Cessation d'activité                    | Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-I  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 2  | Cessation d'activité - Mise en sécurité | Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-II | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 5  | Contrôle périodique                     | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.1.2              | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 6  | Moyens de secours contre l'incendie     | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.2                | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 7  | Comportement au feu des bâtiments       | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.4                | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 8  | Rejets atmosphériques        | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.1   | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 9  | Plan de gestion des solvants | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.3.b | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 10 | Désenfumage                  | Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.4   | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation activité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. [...]                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées et la préfecture par courriel du 23/06/2023 et par courrier du 28/06/2023 que l'activité de stratification du site Huard Composites situé au 15 boulevard de l'industrie à Nazelles-Négron allait cesser fin juillet 2023. L'exploitant a également procédé à la notification de cessation d'activité par télé dépôt sur le site servicepublic le 12/07/2023.<br>L'exploitant a indiqué que l'activité s'est arrêtée au 31/08/2023.<br><br>[Pdc n°1] : Pas d'écart constaté |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>-                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>N° 2 : Cessation d'activité - Mise en sécurité</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection du 5/04/2024, il a été constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bâtiment a été vidé de toute activité</li> <li>- tous les déchets dangereux et non dangereux ont été évacués .</li> <li>- le bâtiment est fermé à clé</li> <li>- le site est clôturé et fermé par un portail fermant à clé</li> <li>- la vanne de gaz a été fermée</li> <li>- l'électricité est toujours en place pour faire fonctionner l'alarme qui est toujours activée</li> <li>- les extincteurs sont en place et ont été vérifiés en mars 2024.</li> </ul><br>[Pdc n°2] : Pas d'écart constaté |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>-                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N° 3 : Cessation d'activité - ATTES SECUR</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, ATTES SECUR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.<br>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les éléments justifiant que l'information de la mise à l'arrêt définitif de l'activité a été faite au propriétaire et au maire de la commune.</p> <p>La rubrique 2940 de la nomenclature ICPE à laquelle est soumise l'établissement est concernée par l'attestation Mise en sécurité.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis l'ATTES SECUR, mais il a présenté l'offre de la société Bureau veritas qu'il a missionnée le 19/02/2024 pour sa réalisation.</p> <p>[Pdc n°3] : l'exploitant n'a pas transmis l'ATTES SECUR dans le cadre de sa cessation d'activité.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 4 : Cessation d'activité - réhabilitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/04/2024, article R.512-66-1-IV</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, réhabilitation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il a procédé à la réhabilitation des terrains des installations de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie d'usage. Néanmoins, il a présenté le bon de commande passé à la société Bureau veritas pour la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et l'interprétation des résultats.</p> <p>[Pdc n°4] : L'exploitant justifiera qu'il a procédé à la réhabilitation des terrains des installations de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie d'usage.</p>                                             |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| répondre au constat [PdC n°4] formulé.                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2mois                                  |

#### N° 5 : Contrôle périodique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55.</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. (5323#1.4) Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat VI du 20/01/2022 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux non conformités émises dans le rapport de vérification périodique. Il en ressort le maintien de la non-conformité NC1 de l'inspection du 12/03/2021.</p> <p>[Pdc n°5] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.</p>                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 6 : Moyens de secours contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.2                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul> |

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

#### **Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un système interne d'alerte incendie ; - de robinets d'incendie armés ; - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement. Pour les installations existantes, l'exploitant pourra surseoir aux dispositions des trois derniers points ci-dessus, si l'installation ne présente pas de risque potentiel important d'incendie en raison de l'absence de produits ou de matériaux inflammables ou si la ressource en eau disponible n'est pas suffisante. L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel. Le personnel doit être formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

#### **Constats :**

Constat VI du 20/01/2022 : L'installation n'est pas dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'exploitant doit fournir un rapport attestant que le système de détection automatique de fumées a été installé conformément aux normes en vigueur. Il en ressort le maintien de la NC 3 de la précédente visite du 12/03/2021. Ce point fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020 (article 3) et l'arrêté de consignation du 28/09/2021.

[Pdc n°6] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.

A l'issue de la procédure de cessation d'activité (soit après transmission de l'ATTES SECUR (cf Pdc n°3)), l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020, article 3 pourra être levé et il pourra être proposé la déconsignation de la somme prélevée en application de l'arrêté de consignation du 28/09/2021.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Comportement au feu des bâtiments**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des locaux solvants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;</li><li>- soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> <p>Constat de la VI du 20/01/2022 : Le local stockage des solvants n'est pas isolé de la partie atelier de fabrication ni par une distance d'au moins 10 mètres entre ces locaux, ni par un mur coupe-feu de degré deux heures, ni par une porte coupe feu de degré une heure.</p> <p>[Pdc n°7] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 8 : Rejets atmosphériques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.1                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets air                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le point de rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne comporte pas d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois...). La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.</p>                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat VI du 20/01/2022 : Les 5 points de rejet ne dépassent pas d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15m. Il en ressort le maintien de la non-conformité 4 de la précédente inspection et l'article 4 de la mise en demeure du 17/01/2020.<br/>Ce point fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020 (article 4) et l'arrêté de consignation du 28/09/2021.</p> <p>[Pdc n°8] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.<br/>A l'issue de la procédure de cessation d'activité (soit après transmission de l'ATTES SECUR (cf Pdc n°3)), l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020, article 4 pourra être levé et il pourra être proposé la déconsignation de la somme prélevée en application de l'arrêté de consignation du 28/09/2021.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 9 : Plan de gestion des solvants**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.3.b</p>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus de 1 tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat VI du 20/01/2022 :Le plan de gestion des solvants (PGS) n'est toujours pas réalisé.II en ressort le maintien de la non-conformité NC5 de la précédente inspection et de l'article 6 de la mise en demeure du 17/01/2020.</p> <p>Ce point fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020 (article 6) et l'arrêté de consignation du 28/09/2021.</p> <p>[Pdc n°9] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.</p> <p>A l'issue de la procédure de cessation d'activité (soit après transmission de l'ATTES SECUR (cf Pdc n°3)), l'arrêté de mise en demeure du 17/01/2020, article 6 pourra être levé et il pourra être proposé la déconsignation de la somme prélevée en application de l'arrêté de consignation du 28/09/2021.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 10 : Désenfumage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.</p>                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la VI du 20/01/2022 : Le local ATEX application de peinture est équipé de désenfumage, mais la superficie constatée lors de la visite de site semble bien inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.</p> <p>[Pdc n°10] : L'exploitant ayant cessé son activité le 31/08/2023 et le bâtiment ayant été vidé, le constat établi lors de la visite du 20/01/2022 peut être levé.</p> |

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
| -                                                                |
| <b>Type de suites proposées : Sans suite</b>                     |